

Après l'élection présidentielle : On continue !

lundi 7 mai 2007, par [Réseau Education sans frontières](#) (Date de rédaction antérieure : 7 mai 2007).

Sommaire

- [Sarkozy élu, le combat continu](#)
- [Aujourd'hui comme hier, \(...\)](#)

Communiqué RESF !

Adresse postale : C/o EDMP 8 Impasse Crozatier 75012 Paris - educsansfrontieres.free.fr / www.educationsansfrontieres.org

Contact sur ce dossier : Richard Moyon 06 12 17 63 81

7 mai 2007

Sarkozy élu, le combat continu

L'ex-ministre de l'Intérieur dont l'action à l'encontre des familles sans papiers d'enfants scolarisés et de jeunes majeurs sans papiers scolarisés lui avait valu le titre de ministre de la Chasse à l'enfant a été élu ce soir 6 mai Président de la République. Le RESF en prend acte.

Pour autant, élu au terme d'une campagne largement empreinte d'une démagogie rivalisant avec celle du Front national, M. Sarkozy ne saurait considérer que son score lui vaut autorisation de pratiquer la chasse sans frein aux familles sans papiers, aux enfants et aux jeunes majeurs. La solidarité avec les familles et les jeunes majeurs sans papiers s'est exprimée tout au long de la campagne (film des cinéastes, affaire de l'école Rampal, affaire d'Aubervilliers, procès de Florimond Guimard, retour de la famille Raba).

Les dizaines de milliers de familles et d'enfants déboutés de la circulaire du 13 juin 2006, la dizaine de milliers de lycéens sans papiers sont bien présents sur le territoire français, certes radiés de l'existence légale mais considérés comme des élèves comme les autres par leurs camarades, leurs enseignants, les parents d'élèves et bon nombre de citoyens de ce pays. A l'évidence, la question devra être traitée par le premier gouvernement de M. Sarkozy.

Les « solutions » suggérées par le candidat UMP (ces jeunes et ces familles « *n'ont pas vocation à rester en France* » a-t-il répété au long de sa campagne) sont inacceptables et inapplicables. On espère pouvoir les mettre au compte de la démagogie à l'égard des électeurs du Front national, car la mise en œuvre réelle de dizaines de milliers d'expulsions de familles supposerait des moyens indignes d'un gouvernement démocratique.

Quoi qu'il en soit, même si le nouveau président de la République était tenté de tirer argument de la majorité qui s'est rassemblée sur son nom pour essayer de faire appliquer des mesures que le sens de l'humanité et les droits de l'Homme et de l'Enfant réprouvent, le RESF appellerait à s'y opposer, fermement. Les valeurs de celles et ceux qui défendent les familles et les jeunes sans papiers méritent d'être défendues, quand bien même elles seraient condamnées par des lois de circonstance et perçues comme minoritaires.

Le RESF appelle à la poursuite de toutes les actions entreprises pour empêcher l'expulsion des familles et des jeunes sans papiers scolarisés. Il demande la régularisation de toutes ces familles et de ces jeunes gens. Il s'élève contre les poursuites engagées contre un certain nombre de militants rendus coupables du délit de solidarité. Il demande en particulier que soient abandonnées les poursuites engagées contre François Auguste, vice-président du Conseil régional Rhône-Alpes qui sera jugé demain 7 mai pour avoir pris la parole dans un avion qui transportait une famille en cours d'expulsion. 12h devant le tribunal de Lyon 67 rue Servient, 69003

ANNEXE

PROJET D'APPEL AU RASSEMBLEMENT DE BELLEVILLE

Un texte qui dit bien comment, par quel bout, nous voyons les choses.

Aujourd'hui comme hier, aux côtés des familles

NOUS SOMMES LA !

Dans nos quartiers, depuis deux ans, la solidarité avec les familles sans-papiers s'est organisée. Elle a marqué des points en permettant la régularisation de plusieurs familles, même si malheureusement d'autres n'ont pas eu satisfaction. Les signatures de pétition et les rassemblements, les grèves d'enseignants, le dépôt collectif des dossiers ont permis d'avancer. De nombreux parents enfermés dans des commissariats ou emmenés en centres de rétention ont été rendus à leurs enfants parce que nous avons été systématiquement présents et nombreux devant les locaux de la police et de la justice. Les rafles policières ont pu parfois être empêchées, souvent gênées ; « l'affaire de l'école Rampal » a permis de faire connaître à tout le pays cette inhumanité qui consiste à casser une famille « au nom de la loi » mais aussi notre capacité de résistance. Bref nos actions, intenses et variées, menées avec la même énergie que celle que nous employons pour élever nos enfants, aider nos amis, faire de belles choses, ont pu mettre un frein à l'injustice qui frappe nos voisins.

Cette lutte a marqué des points, il faut la poursuivre. Il est toujours nécessaire de montrer que nos voisins étrangers sont simplement nos voisins (par exemple, dans les écoles, des parents comme les autres, ni plus ni moins) et qu'il n'y a aucune raison humaine d'en faire des boucs émissaires et de les tracasser. Non, il n'y a pas de « problème » de l'immigration, surtout dans un pays qui accueille des immigrants de façon continue depuis plus d'un siècle. Il y a des problèmes bien réels, dans le monde et ici, de pauvreté, de manque de droits, d'inégalités. C'est pour les cacher qu'on invente ce « problème de l'immigration » ; et l'Etat déploie pour ce faire des efforts considérables, en propagande, en moyens policiers. Le résultat est de créer de la peur et de la haine, et, pour ceux qui ne demandent qu'à vivre en paix là où c'est possible, de la souffrance.

Alors nous continuons notre combat solidaire. On nous répète que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » ? Nous, dans notre Belleville, nous accueillons toute la diversité du monde et nous en sommes fiers.

Nos écoles sont là pour l'enseigner, et pour l'affirmer sur leurs murs avec les couleurs de leurs banderoles.

Ce soir, comme chaque deuxième mardi du mois, nos voix sont là pour le crier. Inlassablement, comme les mères de la Place de Mai qui en Argentine, en pleine dictature, ont réclamé justice pour leurs enfants - et tous les autres.

Nous réclamons justice pour les familles - et tous les autres sans-papiers. Aujourd'hui, demain.